

Ecole CentraleSupélec  
Service achats et marchés

**MARCHÉ PUBLIC**  
MARCHÉ DE SERVICES

# Services de nettoyage et d'entretien des locaux du campus CentraleSupélec Rennes

## Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°









2026-019

## SOMMAIRE





1. DÉFINITIONS .....	3
2. OBJET DU CONTRAT.....	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	5
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	5
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	8
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	9
8. LITIGE ET SANCTIONS .....	18
9. FIN DU CONTRAT .....	19

*Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.*

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Services de nettoyage et d'entretien des locaux du campus CentraleSupélec Rennes
	Acheteur	Ecole CentraleSupélec
	Type de contrat	Marché ordinaire de services
	Lieu d'exécution	Campus de Rennes, Av. de la Boulaie, 35510 Cesson-Sévigné
	Délai	48 mois - Marché sans mise en concurrence ultérieure avec le même titulaire possible
	Développement durable	Clause sociale - Clause environnementale - Critère environnemental
	Variation des prix	Révisable
	Nature des prix	Mixte

# 1. DÉFINITIONS

 <b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 <b>Acheteur</b>	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 <b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 <b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Services de nettoyage et d'entretien des locaux du campus CentraleSupélec Rennes

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concerne la réalisation de prestations récurrentes et de prestations ponctuelles de nettoyage et d'entretien des locaux du Campus de l'école CentraleSupélec à Rennes

#### ■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **Campus de Rennes, Av. de la Boulaie, 35510 Cesson-Sévigné**.

#### ■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCTP ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles ;
- la mise au point le cas échéant ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique et financière du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de CentraleSupélec, font foi. Toute clause contraire aux pièces contractuelles constitutives est réputée nulle. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Le titulaire ne peut se prévaloir, en cours d'exécution, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

## 2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Ecole CentraleSupélec**, représenté par Ecole CentraleSupélec Organisme acheteur.

### Adresse et coordonnées :

Service achats et marchés  
3 rue Joliot Curie  
91190 Gif-sur-Yvette

### ■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du contrat. En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

## 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services** (services courants).

### ■ Décomposition de la prestation :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition car le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure d'assurer par lui-même les missions de coordination de la prestation. Par ailleurs, la dévolution en lot risque de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Ce marché ne comporte pas de variantes, d'options ni de prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

### ■ Forme du marché :

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**. Le marché public a fait l'objet d'un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L. 2125-1, R. 2124-2, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le présent contrat est un marché public de fourniture et service, sous la forme d'un accord-cadre composite comprenant :

- Une partie forfaitaire pour les prestations récurrentes décrites dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Une partie à bons de commande pour les prestations ponctuelles et qui donneront lieu à l'émission de bons de commande sur la base du bordereau des prix unitaires (BPU) et au fur et à mesure du besoin.

Les prestations à bons de commandes sont passées sans montant minimum et avec un montant maximum de 25 000 euros HT pour la durée globale du marché.

## 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

### ■ Délais d'exécution :

Le marché a une durée ferme à compter de la date de début d'exécution de la prestation fixée au 1<sup>er</sup> septembre 2026. Puis Il est reconductible tacitement trois (3) fois pour une période d'un (1) an à compter de la date de début d'exécution, sans excéder 48 mois.

Un état des lieux d'entrée du nouvel arrivant et de sortie de l'ancien titulaire sera réalisé.

### ■ Prestations similaires :

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

### 5.1. Prix du contrat

#### ■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **mixtes**.

#### ■ Variation des prix :

Les prix sont **fermes** durant la première année d'exécution du marché.

#### ■ Révision des prix :

Les prix sont révisés à la baisse, comme à la hausse, sur demande du titulaire, à la date anniversaire (soit la date de début d'exécution) du marché. La révision concerne les prix des prestations récurrentes et les prix des prestations ponctuelles du BPU.

#### Formule de révision :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel le titulaire a remis son offre soit la date de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Ce prix est révisable annuellement à la date d'anniversaire du marché, selon la formule paramétrique :  

$$P = P_0 \times (0.15 + 0.85 (I/I_0))$$

Dans laquelle :

P= prix unitaires révisés

P0= prix unitaires établis au mois M0

I = dernière valeur connue de l'indice au mois Mn de révision des prix

I0 = valeur de l'indice du mois M0 d'établissement des prix

L'indice choisi pour la révision des prix est le suivant : Indices des prix de production des services

Les nouveaux tarifs révisés à la hausse comme à la baisse devront être communiqués au service achats et marchés (achatsmarches@centralesupelec.fr) 15 jours avant la date de révision effective des tarifs du marché.

La seule transmission des prix révisés au pouvoir adjudicateur n'équivaut toutefois pas à leur acceptation. En effet, les nouveaux prix du marché ne pourront entrer en vigueur qu'à la condition qu'ils aient été validés préalablement et de manière expresse par CentraleSupélec.

A défaut de communication des nouveaux tarifs révisés par le titulaire dans ces délais, les tarifs en cours seront maintenus. Les tarifs révisés seront validés par un écrit de CentraleSupélec (courrier ou mail).

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent :

- D'adopter l'indice de remplacement publié ;
- Si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

#### ■ Clause de sauvegarde

**Clause butoir :** Il est entendu que les prix pratiqués pour la prestation sont susceptibles de variations à la date anniversaire du marché. L'augmentation qui résulte de la révision des prix sera obligatoirement limitée par rapport aux derniers prix en vigueur à 3%.

Si la variation annuelle excède le taux susvisé, alors celle-ci sera automatiquement limitée à ce taux sauf dispositions législatives ou réglementaires ou circonstances exceptionnelles dûment justifiées à apprécier par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire.

**Clause de sauvegarde :** Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché lorsque l'augmentation des prix est supérieure à 3% par rapport aux prix de la période d'exécution précédente.

Il informe le titulaire de son intention de procéder à la résiliation en respectant un préavis de deux (2) mois à compter de la notification de sa décision. Dans cette hypothèse, ce sont les prix validés antérieurement qui resteront applicables jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

#### ■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

#### ■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## 5.2. Conditions de paiement

#### ■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat est supérieur à 50 000,00 € HT et le

délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

#### ■ Périodicité des paiements :

Les paiements partiels définitifs interviennent à l'issue de la réception des prestations.

#### ■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures sont libellées à :

**CentraleSupélec**  
**Agence Comptable/Service facturier**  
**3rue Joliot Curie**  
**91190 Gif-sur-Yvette**

#### ■ Paiement des membres du groupement :

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

#### ■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

Les relances peuvent être adressées à l'adresse suivante :  
**compta.fournisseurs@centralesupelec.fr**

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

---

### 6.1. Conditions de réalisation des prestations

#### ■ Documentation :

Pour attester la réalisation du service, le titulaire remet à l'acheteur une attestation contenant les informations suivantes : Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### 6.2. Vérification des prestations

#### ■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques.

#### ■ Opérations de vérification du service fait :

Les modalités de vérification quantitatives et qualitatives sont fixées au CCTP.

### 6.3. Autres stipulations

#### ■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Il est convenu entre les parties la mise en oeuvre des clauses de réexamen suivantes.

- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,

- cession de contrat,

- décès,

- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en oeuvre des obligations contractuelles,

- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles

- Concernant la partie forfaitaire, les prestations sont susceptibles d'évoluer pendant la durée du marché.

En effet, le nombre de sites concernés par la partie forfaitaire, les zones et surfaces et/ou les fréquences



(public restreint/public intense) définies sur les DPGF sont susceptibles d'évoluer, à la hausse ou à la baisse, en cours de marché. Par ailleurs, des prestations non prévues initialement pourront être intégrées au marché, à la demande de l'administration. Dans tous les cas et conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications et évolutions apportées ne peuvent changer la nature globale du marché.

Toute évolution (à la hausse comme à la baisse) fera l'objet d'un avenant au marché établi sur la base Coût horaire HT / m2 / heure/ typologie de surface mentionné dans l'annexe financière.

- Concernant la partie à bons de commande, pour tout nouveau besoin de CentraleSupélec, le titulaire s'engage sur une offre financière raisonnable et respectueuse du prix moyen pratique dans le secteur économique.

Le titulaire devra, à la demande de CentraleSupélec, apporter les preuves objectives des prix qu'il propose en communiquant ses motifs économiques, en comparaison notamment de prestations identiques, similaires ou équivalentes, réalisées pour d'autres clients et/ou par d'autres prestataires sur le marché en cours.

Evolution de la réglementation : la modification des dispositions législatives et réglementaires relatives à la législation sur la protection des données à caractère personnel, la protection de la main-d'oeuvre et des conditions de travail, ainsi qu'à la protection de l'environnement applicables dans le cadre du présent marché, ne donnera pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire.

Le titulaire est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires sans surcoût

#### ■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

#### ■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

#### ■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour

garantir la bonne exécution du contrat.

### ■ **Obligation de résultat**

Le présent marché, est soumis à un **engagement de résultats** de la part du Titulaire pour l'ensemble des prestations. Le titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution du marché. Il ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs.

Le titulaire doit notamment satisfaire aux obligations suivantes :

- Se conformer rigoureusement aux stipulations décrites dans le présent CCAP et dans le CCTP ;
- Informer et conseiller : à ce titre, il s'engage d'une manière générale à répondre aux demandes de renseignements émanant du pouvoir adjudicateur et à communiquer toutes les explications concernant l'exécution du marché ;
- Demander au pouvoir adjudicateur toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution du marché.

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas les prestations dans les conditions prévues par le présent CCAP, le pouvoir adjudicateur a la faculté d'appliquer des pénalités telles que prévues à l'article 16 du présent CCAP, de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire ou de résilier le marché, conformément aux dispositions de l'article 32 du CCAG/FCS et de l'article 18 du présent CCAP

Le Titulaire garantit les résultats fixés au présent marché et met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens qu'il juge utiles et nécessaires pour l'accomplissement de ses missions et atteindre les niveaux de qualité requis, qui sont compatibles avec l'activité de l'établissement.

### **1. Protection de main-d'œuvre et conditions de travail**

Le titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification du marché jusqu'à son expiration une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, une déclaration est remplie par membre du groupement.

Le titulaire remet également au pouvoir adjudicateur une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

### **2. Comportement du personnel**

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'amabilité et de la plus grande correction. Le titulaire se porte garant de l'honorabilité de son personnel.

Il est rappelé que le titulaire est responsable de ses employés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Toute détérioration sur le mobilier, le matériel, les revêtements, au cours de l'exécution des prestations, est à la charge du titulaire.

### **3. Connaissance des lieux**

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent CCAP et leurs annexes et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,

- qu'il a une parfaite connaissance de l'existant, de l'installation, du terrain et de ses abords, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux prestations.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au pouvoir adjudicateur, tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des prestations ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement et notamment les études et le contrôle et suivi de réalisation des prestations connexes sans lesquelles ce marché ne pourrait avoir une fonction optimale.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le pouvoir adjudicateur, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des prestations avec les tiers contractants du pouvoir adjudicateur et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le pouvoir adjudicateur le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution de sa mission.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance

#### ***4. Protection des données à caractère personnel***

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est de 1 an.

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

#### ***5. Autorisation de désignation d'un autre prestataire***

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

## **6. Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

## **7. Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : [achatsetmarches@centralesupelec.fr](mailto:achatsetmarches@centralesupelec.fr)

## **8. Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : Courriel

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### **9. Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **10. Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **11. Durée et modalités de conservation des données**

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 12 mois

#### **12. Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

#### **13. Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### **14. Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

## 8. Modalités d'exécution du marché

### ■ Modalités de passation des commandes

Pour la partie forfaitaire : Un bon de commande annuelle sera passé pour la prestation forfaitaire.

Pour la partie à bons de commande : Les prestations ponctuelles feront l'objet de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins.

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant afin d'ajuster notamment la volumétrie des articles demandés. Le pouvoir adjudicateur émet alors un bon de commande rectificatif.

### ■ Suspension, modification et reprise de la partie forfaitaire en cas de crise majeure

En cas de difficultés d'exécution dues à une situation de crise majeure, le pouvoir adjudicateur peut suspendre totalement ou partiellement l'exécution des prestations forfaitaires prévues au marché.

A l'issue de la suspension, un avenant déterminera les modifications du marché éventuellement nécessaires, sa reprise à l'identique ou sa résiliation ainsi que les sommes dues au titulaire ou, le cas échéant, les sommes dues par ce dernier à l'acheteur.

### ■ Conditions particulières d'exécution des prestations

La qualité du service doit être assurée pendant toute la durée du marché dans les conditions spécifiques, décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'engage aussi à prendre à sa charge toute adaptation de ses propres moyens et équipements qui pourraient s'imposer du fait d'évolutions technologiques des équipements à entretenir.

**L'ensemble des prestations objet du présent marché doivent être réalisées dans des conditions de sécurité définies dans le Plan de Prévention du titulaire. Ce document devra être joint à l'offre du soumissionnaire ou au plus tard, dans les quinze (15) jours suivant la demande faite par le pouvoir adjudicateur en ce sens au titulaire du marché.**

## 9. Performance environnementale et sociale

Le pouvoir adjudicateur s'est engagée dans une démarche de responsabilité globale et de développement durable, décrite également dans le CCTP.

A ce titre, les prestations doivent répondre aux objectifs de développement durable fixés par l'Etat et l'Union Européenne.

Le titulaire du marché s'oblige donc à :

- Respecter les consignes de tri sélectif mentionnées dans le CCTP ;
- Réaliser des prestations économes en eau et en énergie ;
- Limiter l'utilisation de substances dangereuses pour l'environnement et la santé ;
- Proposer des méthodes, d'emballage, de livraison et de transport des consommables, respectueuses de l'environnement.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG/FCS, les emballages restent la propriété du titulaire du marché. Il s'engage à l'enlèvement des emballages ou encombrants, immédiatement après le déballage et l'installation ainsi qu'au parfait nettoyage des locaux à l'issue de ses interventions.

### ■ Livrables

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au pouvoir adjudicateur, l'ensemble des livrables mentionnés dans les spécifications techniques précitées au CCTP.

Le fait que le pouvoir adjudicateur approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

## 10. Le personnel du titulaire

### ■ Moyens et/ou matériels mis en œuvre par le titulaire pour son personnel

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel et les moyens nécessaires à l'exécution du marché.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au pouvoir adjudicateur qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels ou des moyens appartenant au pouvoir adjudicateur étaient mis à disposition du Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité

### ■ Liste nominative du personnel

Le titulaire du marché doit fournir au pouvoir adjudicateur et tenir à jour impérativement, mensuellement et sur toute demande du pouvoir adjudicateur, une liste nominative du personnel. Cette liste comporte le nom, le prénom et la nationalité des salariés assurant les prestations objet du marché.

Il doit fournir, en outre, les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer qui sont exigés pour la circulation de ce personnel et portés sous forme de badge sur les différents sites, puis par la suite, pour tout nouveau personnel.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat des agents ne donnant pas satisfaction.

### ■ Reprise du personnel

Le personnel, affecté annuellement à temps complet ou non dans le cadre des contrats en cours, est soumis aux dispositions de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 entrée en vigueur le 1er janvier 2012 et son arrêté d'extension du 23 juillet 2012 et notamment les dispositions relatives à la reprise du personnel.

En application de cette convention collective, le nouveau titulaire doit reprendre les salariés de l'ancien titulaire qui travaillent sur les sites faisant l'objet du marché et qui sont mentionnés dans l'annexe 4 tableau de reprise du personnel.

L'attention des titulaires est attirée sur le fait que le pouvoir adjudicateur n'est pas à l'origine des données transmises relatives au personnel à reprendre, que dès lors, toutes contestations sur ces informations ne sauraient engager la responsabilité du pouvoir adjudicateur.

La mise en œuvre par le titulaire d'une version électronique de ce registre (format Excel ou strictement compatible) permettant une agilité sur la gestion du personnel sera fortement appréciée.

### ■ Mesures d'éviction ou de remplacement de personnel

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, sans indemnité, d'exiger à tout moment l'éviction de toute personne participant à l'exécution des prestations pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

Cette mesure s'applique aux salariés du titulaire ainsi qu'à ceux de ses sous-traitants. Cette mesure est de portée générale et définitive.

Elle interdit notamment au titulaire d'affecter sur un autre site, un autre bâtiment désigné au marché l'agent à l'encontre duquel a été prise la mesure d'éviction.

### ■ Visites médicales

Le titulaire soumet obligatoirement à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent avant sa prise de fonction au sein de son entreprise ou au plus tard, avant la fin de la période d'essai.

Par ailleurs, il soumet son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur. Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le titulaire dans un registre médical qu'il fournit au pouvoir adjudicateur dans un délai de soixante jours à compter du premier jour d'exécution du marché puis à chaque modification, et sur toute demande du pouvoir adjudicateur.

#### ■ Tenue du personnel

Le titulaire doit doter le personnel d'exécution d'au moins deux tenues de travail identifiables, éventuellement de protection.

Les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, doivent porter en permanence un badge nominatif ainsi que l'insigne spécifique de l'entreprise attributaire du marché.

Aucun agent d'exécution n'est admis s'il n'est revêtu de sa tenue de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

#### ■ Comportement

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers. L'utilisation de matériels contenus à l'intérieur des locaux lui est interdite. C'est notamment le cas des appareils de téléphonie, télécopie, photocopieurs, ordinateurs, imprimantes ainsi que tous les consommables de bureaux tels que le papier.

Selon les dispositions fixées à l'article 6.4 du présent CCAP, le personnel du titulaire s'engage à ne divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues dans le marché.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier.

#### ■ Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel

Le titulaire est responsable de son personnel d'exécution en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant du fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses agents.

#### ■ Formation

Le titulaire s'engage à assurer au personnel chargé de la réalisation du présent marché une formation régulière aux techniques modernes d'entretien de locaux et d'utilisation du matériel mis à sa disposition (formation théorique et pratique).

Les dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992 sont applicables en ce qui concerne les prestations particulières d'hygiène et de sécurité aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure. Le titulaire procède si nécessaire avant le commencement des prestations à une information sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées

## 11. Organisation du travail

L'organisation du travail dans le cadre de ce marché doit respecter les dispositions ci-après :

#### ■ Les effectifs :

L'effectif nécessaire à la réalisation des prestations décrites au CCTP est indiqué par le titulaire dans son offre technique. Il précise dans celle-ci la répartition quotidienne des effectifs basée notamment sur les périodicités définies dans le CCTP.

#### ■ Encadrement

Le titulaire affecte en permanence sur site, un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations, et d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du CCTP. Sa désignation est communiquée au pouvoir adjudicateur dès l'exécution du présent marché.

Ce responsable est habilité à prendre, au nom du titulaire, toute décision conditionnant sur place la bonne exécution des prestations.

Il doit se rendre aux convocations du pouvoir adjudicateur en cas de consignes particulières au personnel en place. En cas d'empêchement de ce responsable, le titulaire en avertit le pouvoir adjudicateur et procède sans délai à son remplacement.



Toute absence (grève, congé, maladie, etc.) doit faire l'objet d'une communication sans délai. Le Titulaire s'engage à maintenir un effectif constant et une prestation à la quantité attendue. Tout remplacement devra garantir le maintien du niveau de qualification et de formation à la prévention des risques.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter un service minimum, l'administration y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles, aux frais, risques et périls du titulaire et notamment en faisant appel à une entreprise de nettoyage pour exécuter les prestations.

Ce responsable de l'encadrement doit être pourvu par le titulaire d'un téléphone mobile permettant de le joindre à tout moment sur le site, dont le numéro est communiqué au pouvoir adjudicateur.

#### ■ **Locaux et équipements :**

CentraleSupélec remettra au prestataire un jeu de clés ou badges d'accès des locaux faisant l'objet du marché.

Ces moyens d'accès seront pris en compte avant chaque intervention et rendus impérativement à la fin de la prestation.

En fin du marché, le titulaire sera tenu de remettre au responsable technique les moyens d'accès confiés au démarrage du marché.

Toute clé ou badge non rendu à la fin de la prestation fera l'objet d'une facturation au titulaire des montants correspondants.

En cas de perte de clé ou de badge, le remplacement et la fourniture de la totalité des canons concernés par ce moyen d'accès seront facturés au prestataire.

La reproduction des moyens d'accès est strictement interdite pour quelque motif que ce soit.

#### ■ **Utilisation des locaux et des équipements**

Un local sur chacun des sites est mis à la disposition du titulaire à titre gratuit par le pouvoir adjudicateur. Les locaux et équipements mis à la disposition du titulaire ne peuvent être utilisés qu'aux fins exclusives et dans les limites prévues dans le marché. Les interventions du pouvoir adjudicateur, consécutives à un usage anormal ou au non-respect des consignes d'utilisation, sont facturées au titulaire si le cas se présente.

Le titulaire du marché est tenu de maintenir ces locaux et équipements en bon état de propreté et fonctionnement. Si un équipement mis à la disposition du titulaire par le pouvoir adjudicateur est détruit ou endommagé, ou si un local mis à sa disposition est dégradé, le titulaire est tenu de le remplacer ou de le remettre en état à ses frais.

Les fournitures d'énergie électrique, d'eau chaude et froide, nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations sont assurées gratuitement par le pouvoir adjudicateur.

## **12. Délais d'exécution**

Les délais exécutés sont les délais précisés dans l'offre technique du titulaire et pour lequel il s'engage :

- Pour les prestations récurrentes : les délais d'exécution des prestations sont fixés à l'annexe 1 détail des locaux et fréquence.
- Pour les prestations à bons de commande : le délai démarre à compter de la notification du bon de commande pour une durée indiquée dans le mail de notification du bon de commande ou lors de la validation de devis.

Tout dépassement de ces délais du fait du titulaire est sanctionné par l'application des pénalités de retard prévues à l'annexe 6.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/FCS

## 13. Réunion de lancement

Une réunion de lancement du marché, réunissant les représentants du titulaire et ceux du pouvoir adjudicateur, sera organisée au plus tard quinze (15) jours après la notification du marché et selon les modalités définies au CCTP.

Dans le cadre de la réalisation des prestations attendues, des réunions de suivi d'exécution pourront être organisées ponctuellement soit à la demande de CentraleSupelec, soit à la demande du titulaire.

## 14. Constatation de l'exécution des prestations

Chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes dans les conditions décrites dans le CCTP.

La vérification porte sur la concordance entre les prescriptions mentionnées dans le CCTP et les prestations effectivement réalisées. Elle est réalisée sous forme de contrôles effectués conformément à l'article 7.4. « Contrôles Qualité » du CCTP.

En cas de non-respect d'une exigence contractuelle doit corriger les manquements dans les délais indiqués à l'article 7.2.4 du CCTP et informer des mesures prises ou des actions préventives et correctives à mener.

## 15. LITIGE ET SANCTIONS

### ■ Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, des pénalités seront appliquées en cas de non-respect des clauses du l'accord cadre, sans mise en demeure préalable pourvu que le fait générateur ait été constaté.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités s'imputent d'office sur les règlements. Il est entendu que ces pénalités, ne sont appliquées que lorsque le Titulaire est reconnu responsable du défaut de prestation. Cependant il appartient au Titulaire de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables

Les pénalités sont calculées en jours calendaires, elles seront appliquées sur la facture et viendront en déduction sur la facture mensuelle suivant le mois d'application des pénalités.

Ces pénalités sont cumulables.

L'ensemble des pénalités imputables sont décrites dans l'annexe : Annexe 3\_ Indicateurs et pénalités

## 16. Autres stipulations

### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### ■ Devoir de conseil

Le Titulaire doit le conseil à CentraleSupélec pour tous sujets relatifs à l'hygiène des sites :

- la veille réglementaire et le conseil dans les domaines de l'environnement, de la santé, de l'hygiène et de la sécurité, en signalant notamment toutes les non-conformités et en proposant les modifications adéquates,
- la rationalisation du niveau de qualité des prestations et l'optimisation des coûts,
- le signalement des incidents prévisibles susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des biens et des locaux,
- les propositions d'amélioration ou d'adaptation des procédures et des outils, visant à l'amélioration des prestations.

### ■ Veille réglementaire et normative

Le Titulaire est responsable de la conformité des modalités d'exécution du marché à la réglementation en vigueur et aux évolutions normatives susceptibles. A cet effet, il communique à CentraleSupélec, les nouveaux textes réglementaires relatifs à sa mission, accompagnés d'une note présentant leur impact sur son activité.

### ■ Règlement des différends

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Versailles  
56 avenue de Saint Cloud  
Versailles  
78010 Versailles  
Téléphone : 01 39 20 54 00  
Courriel : [greffe.ta-versailles@juradm.fr](mailto:greffe.ta-versailles@juradm.fr)  
Télécopie : 01 39 20 54 87  
Site internet : [versailles.tribunal-administratif.fr](http://versailles.tribunal-administratif.fr)

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 17. FIN DU CONTRAT

---

### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire

#### ■ Résiliation du marché :

Le présent marché peut, être résilié à tout moment par le pouvoir adjudicateur, suite à une faute ou une défaillance du titulaire ou bien par simple décision unilatérale, sous respect d'un préavis de trente (30) jours par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Le pouvoir adjudicateur peut se prévaloir des stipulations de l'article 32 du CCAG FCS. Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Par ailleurs, CentraleSupélec peut résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet, envoyée en recommandé avec avis de réception, si :

- Après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai, des défauts constatés n'étaient pas corrigés
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2153-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail ;
- Le titulaire du marché a sous-traité en contrevenant aux dispositions du décret ;
- En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié à la date du jugement du tribunal de commerce.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans le cas d'une résiliation du marché pour motif d'intérêt général, CentraleSupélec se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent marché.

A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre qu'à une indemnisation proportionnelle au montant des prestations restant à exécuter pour la période allant de la résiliation du marché à la date initialement convenue de cessation des prestations. Les dépenses afférentes au manque à gagner et autres frais ne seront pas portées au décompte de résiliation.

#### ■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

#### Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Représentation des parties* de l'article 2.2 du contrat déroge à l'article 3.4 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 15 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 15 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 15 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 17 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 17 du contrat déroge à l'article 42 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins. listée les dérogations



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)